



Thursday 30 November 2023 - 19:28

Niger: la famille du président déchu dit être sans nouvelles de lui depuis le 18 octobre

Niamey, NER

366 words

Des membres de la famille du président nigérien renversé, Mohamed Bazoum, ont affirmé jeudi être sans nouvelles de lui depuis le 18 octobre et ont dénoncé des "arrestations et perquisitions abusives" visant certains d'entre eux.

"Depuis le 18 octobre nous sommes sans nouvelles du président Bazoum, de son épouse Khadija Mabrouk et de leur fils Salem, pris en otages par la garde présidentielle", affirme un communiqué de la famille Bazoum consulté par l'AFP.

Depuis qu'il a été renversé le 26 juillet par un coup d'Etat militaire, Mohamed Bazoum est séquestré dans sa résidence présidentielle avec sa femme et son fils.

Le communiqué affirme en outre que "plusieurs membres de notre famille subissent des arrestations et des perquisitions abusives de la part des autorités militaires".

"Nous avons constaté une certaine fixation sur la famille du président Bazoum et une certaine violation de toutes les règles de procédure quand il s'agit d'engager des poursuites contre ses membres", a de son côté affirmé Ould Salem Said, l'avocat de la famille lors d'une conférence de presse.

Selon l'avocat, les domiciles d'une nièce de Mohamed Bazoum et celui d'une autre proche ont été perquisitionnés mardi à Niamey.

Dimanche, "des éléments armés non identifiés ont enlevé" Ali Bey Mahjoub, cadre du secteur bancaire et oncle de M. Bazoum, a-t-il affirmé. Pour ce cas, il a annoncé avoir déjà déposé "une plainte" au parquet pour "enlèvement, séquestration et détention arbitraire".

Le 9 novembre, Ali Mabrouk, un chef traditionnel et frère de l'épouse de M. Bazoum, "a été interpellé" par des éléments de la gendarmerie à Zinder (sud) et "placé en garde à vue", selon l'avocat, inquiet de savoir que les personnes arrêtées "seront déférées devant le Tribunal

militaire".

Le Niger est dirigé depuis le 26 juillet par un régime militaire mené par le général Abdourahamane Tiani.

Au lendemain du coup d'Etat, plusieurs dignitaires de l'ancien régime, notamment des ministres et des députés avaient été incarcérés dans différentes prisons du pays.

Quelques jours après, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), avait menacé d'intervenir militairement pour rétablir le président Bazoum dans ses fonctions - ce qu'elle n'a pas fait - et imposé de lourdes sanctions économiques et financières à l'encontre du Niger.

bh/stb/blb